

Questions orales

Je cite le cas de l'industrie automobile en premier parce que la députée a mentionné la fermeture de l'usine de St. Catharines. Ce n'était pas une surprise. La décision avait été annoncée il y trois mois environ. Nous étions prévenus et nous sommes prêts à faire tout ce que nous pouvons, de concert avec la province, pour aider les personnes touchées. Cependant, il convient de noter qu'on parle ici de 800 emplois, comparativement aux 21 000 qui seront perdus aux États-Unis dans le même secteur, si l'on en croit l'annonce faite hier.

Nous vivons à l'heure de la compression des effectifs, partout en Amérique du Nord, et nous nous tirons très bien d'affaire merci.

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Madame la Présidente, cette réponse ne vaut pas cher. Elle n'apporte certes aucun réconfort aux milliers de Canadiens et de Canadiennes qui, dans la même semaine, se sont fait traiter de bons à rien par le gouvernement et congédier par leur employeur.

Je voudrais maintenant que le ministre des Finances me dise s'il est d'accord avec son collègue le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, qui a déclaré hier que bien des gens comptaient sur l'assurance-chômage pour passer leurs hivers en Floride.

Souscrit-il à cette déclaration d'une incroyable absurdité? Est-ce pour cette raison qu'il a décidé de prendre des mesures punitives à l'endroit des chômeurs canadiens en allant chercher 2,4 milliards de dollars directement dans leurs poches, eux qui quémangent déjà des emplois à un gouvernement qui ne sait apparemment pas quoi faire?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la Présidente, une grande partie de l'argent que ces mesures feront économiser servira à offrir plus de formation et de perfectionnement professionnel. Nous consacrerons 3,8 milliards de dollars à la formation proprement dite et à un nouveau programme de coordination qui permettra d'adapter cette formation aux emplois du secteur privé.

Nous ne faisons que geler le niveau moyen des prestations d'assurance-chômage. Comme je l'ai fait observer à la Chambre hier, ce n'est pas du jamais vu. Quand le chef de l'opposition était ministre des Finances, il a réduit les prestations de 66 et deux tiers à 60 p. 100, et la mesure s'appliquait aux nouveaux prestataires comme aux anciens, sans protection des droits acquis. Il a imposé des réductions de prestations à un million de Canadiens, alors que le taux d'inflation s'élevait à 9 p. 100. À l'épo-

que, le budget total du programme d'assurance-chômage était de 4 milliards de dollars. Personne n'a gueulé quand il a réduit le budget de 935 millions de dollars. On n'en a pas fait un drame. Pourtant, cette mesure était beaucoup plus draconienne et portait beaucoup plus à conséquence que celle-ci. Pourquoi deux poids, deux mesures? Pourquoi?

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Je suis convaincue que, si l'ex-ministre des Finances, qui est maintenant chef de l'opposition, se repentait, les Canadiens seraient heureux de voir l'actuel ministre des Finances en faire autant à propos de son exposé économique.

Depuis 48 heures, trois grandes sociétés ont annoncé 3 000 licenciements dans l'ensemble du pays. Aujourd'hui, Statistique Canada nous informe qu'il y a 80 000 chômeurs de plus que le mois dernier et que 60 000 d'entre eux, soit les trois quarts, sont des femmes.

Il est vrai que nous avons aujourd'hui le taux de chômage le plus élevé de l'histoire du Canada. Les mesures annoncées cette semaine par le ministre des Finances vont avoir pour effet une perte nette globale de 62 000 emplois.

Je tiens à dire au ministre qu'il est clair que les Canadiens doivent se remettre au travail si on veut vraiment remédier au problème de la dette et guérir tous les maux qui affligent notre pays.

Le ministre va-t-il retirer son exposé économique et proposer des mesures qui vont donner de l'espoir aux Canadiens?

• (1130)

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Non, madame la Présidente, parce que c'est un plan économique complet, responsable et adapté à la situation actuelle dans le monde et dans notre pays.

Il prévoit des investissements dans les ressources humaines et dans les infrastructures, des moyens pour améliorer notre balance commerciale ainsi que des mesures pour contenir l'augmentation du déficit.

Il constitue en fait, d'après la plupart des observateurs, un plan très crédible, compte tenu de la conjoncture. Je demande au chef du NPD d'arrêter de s'en prendre à un ou deux points et de considérer le plan dans son ensemble. Nul doute qu'elle changera alors d'idée.